

CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ASSURANCE ET DE L'ASSURANCE DES BIENS

Lorsqu'ils sont employés dans les présentes Conditions générales, les mots ci-dessous prennent les définitions suivantes, même s'ils ne sont pas entre guillemets :

Vous, votre, vôtre et vos désignent l'**assuré désigné**.

Nous, notre, nôtre et nos désignent la **Compagnie mutuelle d'assurance Wawanesa**.

Toute assurance fournie en vertu de la présente police est assujettie aux conditions suivantes :

CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ASSURANCE

1. REPRÉSENTATIONS

En acceptant la présente police, vous convenez que :

- a. les déclarations figurant aux Conditions particulières sont exactes et complètes;
- b. ces conditions particulières sont fondées sur les déclarations que vous nous avez faites; et que
- c. nous avons émis la présente police en nous fondant sur vos déclarations.

2. CLAUSE SUR LA MONNAIE CANADIENNE

Tous les montants de garantie et de primes ainsi que les autres montants mentionnés dans cette police sont en devises canadiennes.

3. MODIFICATIONS

La présente police contient toutes les ententes conclues entre vous et nous relativement à l'assurance offerte. Le premier assuré désigné aux Conditions particulières est autorisé à apporter des modifications aux conditions de la présente police avec notre consentement. Les conditions de la présente police ne peuvent être modifiées ou supprimées que par avenant émis par nous et font partie intégrante de la présente police.

4. EXAMEN DE VOS DOCUMENTS COMPTABLES

Nous pouvons examiner et vérifier vos documents comptables ayant trait à la présente police, et ce, à tout moment pendant la période d'assurance et jusqu'à trois ans après.

5. INSPECTIONS ET ENQUÊTES

Nous avons le droit, mais ne sommes pas tenus de :

- a. procéder, à tout moment, à des inspections et à des enquêtes;
- b. vous fournir des rapports sur les conditions décelées par nous;
- c. recommander des modifications.

Les inspections, enquêtes, rapports ou recommandations portent uniquement sur l'assurabilité et les primes à percevoir. Nous n'effectuons pas d'inspections de sécurité. Nous ne nous engageons pas à remplir l'obligation de toute personne ou organisation à assurer la santé ou la sécurité des travailleurs ou du public. Nous ne garantissons pas que les conditions :

- (i) sont sûres ou saines;
- (ii) respectent les lois, les règlements, les codes ou les normes.

La présente condition ne s'applique pas seulement à nous, mais aussi à toute agence de notation, tout organisme consultatif, organisme de service à tarif ou toute organisation similaire qui procède à des inspections, des enquêtes, des rapports ou des recommandations d'assurance.

6. ÉLARGISSEMENT DE LA GARANTIE

Si nous adoptons une révision qui élargirait la protection offerte par la présente police sans prime supplémentaire pendant la période d'assurance, la protection élargie s'appliquera immédiatement à la présente police.

7. PRIMES

Le premier assuré désigné aux Conditions particulières

- a. est responsable du paiement de toutes les primes;
- b. est le bénéficiaire de toute ristourne de prime que nous versons.

Nous établirons toutes les primes de la présente assurance conformément à nos règles et à nos taux.

Nous pouvons, en raison de risques non déclarés ou de changement dans vos activités commerciales, de l'acquisition ou de l'utilisation de lieux non indiqués dans les Conditions particulières, exiger une prime supplémentaire conformément à nos règles, à nos tarifs et à nos formulaires en vigueur au moment du changement.

8. RÉSILIATION

- a. Le premier assuré désigné aux Conditions particulières peut résilier la présente police moyennant un préavis écrit livré par la poste ou par un autre moyen.
- b. Nous pouvons résilier la présente police en envoyant au premier assuré, par la poste ou par un autre moyen, un avis écrit au moins :
 - (i) 5 jours avant la date de prise d'effet de la résiliation, si remis en mains propres;
 - (ii) 15 jours avant la date de prise d'effet de la résiliation, si le motif de la résiliation est le non-paiement de la prime;
 - (iii) 30 jours avant la date de prise d'effet de la résiliation si nous résilions la police pour toute autre raison.

Sauf au Québec, si l'avis est envoyé par la poste, la résiliation d'emploi prend effet 15 ou 30 jours après la réception de l'avis par le bureau de poste auquel il est adressé, selon le motif de la résiliation. La preuve de dépôt constitue une preuve d'avis suffisante.

Au Québec, la résiliation prend effet 15 ou 30 Jours après la réception de l'avis à la dernière adresse connue du premier assuré désigné, selon le motif de la résiliation.

- c. Nous enverrons l'avis par la poste ou le livrerons en mains propres à la dernière adresse postale connue du premier assuré désigné.
- d. La période d'assurance prendra fin à la date de prise d'effet de la résiliation.
- e. Si la présente police est résiliée, nous enverrons au premier assuré désigné tout remboursement de la prime dû. Si la résiliation est faite par nous, le remboursement sera calculé au prorata. Si la résiliation est faite par le premier assuré désigné, le remboursement pourrait être inférieur au prorata. La résiliation prendra effet même si nous n'avons pas effectué ou offert de remboursement.

9. TRANSFERT DE VOS DROITS ET OBLIGATIONS EN VERTU DE LA PRÉSENTE POLICE

Vos droits et obligations en vertu de la présente police ne peuvent être transférés sans notre consentement écrit, sauf dans le cas du décès d'un assuré désigné qui est une personne physique.

Si vous décédez, vos droits et obligations seront transférés à votre représentant légal, mais uniquement lorsque ce dernier agit dans le cadre de ses fonctions à ce titre. Jusqu'à ce que votre représentant légal soit nommé, toute personne ayant temporairement la garde de vos biens disposera de vos droits et obligations, mais uniquement à l'égard de ces biens.

10. DÉCLARATION DE SITUATION D'URGENCE – REPORT DE LA DATE D'EXPIRATION OU DE RÉSILIATION

La date de prise d'effet de la résiliation de la présente police, si elle est résiliée par nous, ou la date d'expiration de celle-ci, est reportée sous réserve des conditions énoncées ci-dessous. Cette prolongation s'applique uniquement dans le cas d'une « urgence » déclarée par une autorité publique canadienne désignée par la loi pour faire une telle déclaration.

- a. L'« urgence » doit avoir une conséquence ou une incidence directe sur :
 - (i) vous, le lieu assuré ou le bien assuré lorsque celui-ci se trouve dans la zone visée par l'urgence; ou
 - (ii) nos activités ou celles de notre courtier ou agent exerçant ses activités dans la zone visée par l'urgence;
- b. (i) Tout délai stipulé à la condition portant sur la résiliation de la présente police, si celle-ci est résiliée par nous, cessera de courir tant que l'« urgence » n'aura pas pris fin et que ne se sera écoulé le plus court des délais supplémentaires suivants :
 - 1) 30 jours; ou
 - 2) un nombre de jours égal à la durée totale pendant laquelle la déclaration d'« urgence » était en vigueur.
- (ii) Si la présente police arrive à expiration pendant une « urgence », elle restera en vigueur jusqu'à ce que l'« urgence » soit terminée et que se sera écoulé le plus court des délais supplémentaires suivants :
 - 1) 30 jours; ou
 - 2) un nombre de jours égal à la durée totale pendant laquelle la déclaration d'« urgence » était en vigueur.
- c. La durée totale de la prolongation ne pourra en aucun cas dépasser une période de 120 jours consécutifs.
- d. Vous convenez d'acquitter la prime au prorata acquise pour la période supplémentaire pendant laquelle nous demeurons à risque en raison de ce qui précède
- e. « **Urgence** » signifie la première déclaration officielle d'une situation d'urgence,

- (i) à l'égard d'une situation ou d'une situation imminente représentant un danger majeur susceptible d'entraîner des sévices graves à des personnes ou des dommages matériels considérables occasionnés par les forces de la nature, une maladie ou un autre risque pour la santé, par un accident ou un acte, intentionnel ou non; ou
- (ii) nos activités ou celles de notre courtier ou agent exerçant ses activités dans la zone visée par l'urgence à l'exclusion de toute déclaration officielle pouvant être émise ultérieurement pour le même événement.

11. PRESCRIPTION (s'applique uniquement en Colombie-Britannique, en Alberta et au Manitoba)

Les actions ou poursuites visant le recouvrement auprès de l'assureur des sommes assurées au titre du contrat sont prescrites à l'expiration du délai prévu par la *Insurance Act* (en Colombie-Britannique et en Alberta) ou par la *Loi sur les assurances* (au Manitoba).

PRESCRIPTION (s'applique uniquement en Saskatchewan)

Toute action ou poursuite intentée contre un assureur doit l'être dans le délai prescrit par la loi intitulée *The Limitations Act*.

CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ASSURANCE DES BIENS

1. Aucune indemnité au dépositaire

Aucune personne physique ou morale autre que vous et ayant la garde des biens assurés ne peut toucher les indemnités prévues au titre de la présente assurance.

2. CONTRÔLE DES BIENS

Aucun acte et aucune négligence commis par un tiers, hors de votre volonté et de votre contrôle, n'auront d'effet sur la présente assurance.

La violation, en un ou plusieurs lieux, de toute condition stipulée dans cet article n'a aucune incidence sur la protection prévue pour tout lieu où, au moment du sinistre, la violation de la condition n'est pas constatée.

3. PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ

- a. Survenant un sinistre couvert au titre de la présente Protection, nous allons, à notre entière discrétion :
 - (i) verser une indemnité égale à la valeur du bien sinistré;
 - (ii) verser une indemnité égale au coût de réparation ou de remplacement du bien sinistré;
 - (iii) prendre possession de tout ou partie du bien à sa valeur convenue ou estimative;
 - (iv) réparer, reconstruire ou remplacer le bien par un autre bien de nature ou de qualité équivalente.
- b. Nous ferons connaître notre décision dans les 30 jours suivant la réception de la preuve de sinistre assermentée.
- c. L'indemnité versée ne peut dépasser le montant de votre intérêt financier dans le bien assuré.
- d. Nous pouvons décider de régler le sinistre au propriétaire du bien sinistré, si le propriétaire est autre que vous. Si nous versons l'indemnité au propriétaire du bien sinistré, ce paiement sera réputé avoir réglé votre demande d'indemnité à notre égard pour le bien du propriétaire. L'indemnité versée au propriétaire ne peut dépasser le montant de son intérêt financier dans le bien assuré.
- e. Nous pouvons choisir de vous défendre contre toute action intentée contre vous par le propriétaire du bien sinistré. Le cas échéant, nous assumons les frais de justice.
- f. Nous versons l'indemnité dans les 60 jours suivant la réception de la preuve de sinistre assermentée, si :
 - (i) vous satisfaites à toutes les conditions de la présente Protection;
 - (ii) (1) nous avons convenu avec vous du montant du sinistre;
 - (2) le montant du sinistre a été fixé par estimation.

4. INSTALLATIONS DE PROTECTION DES BIENS

Pour que la présente assurance demeure valable, vous devez nous aviser sans délai de toute panne ou de tout défaut dont vous connaissez l'existence concernant :

- a. les installations d'extinction automatique ou un autre système d'extinction d'incendie;
- b. les installations de détection d'incendie;
- c. les installations de détection d'intrusion;

Vous devez également nous aviser immédiatement de l'annulation ou du non-renouvellement de tout contrat de prestation de services de surveillance ou d'entretien de ces installations ou de l'avis d'interruption de service de réponse aux alertes données par ces installations.

5. RÉCUPÉRATION D'UN BIEN

Si vous récupérez ou si nous récupérons un bien sinistré après le versement de l'indemnité correspondante, la partie ayant récupéré le bien doit en informer l'autre partie sans délai. C'est à vous qu'il revient de décider si vous souhaitez que le bien vous soit rendu. Le cas échéant, vous devez nous rembourser le montant de l'indemnité versée pour le bien concerné. Nous vous paierons alors les frais de récupération et les frais de réparation du bien récupéré, jusqu'à concurrence du Montant d'assurance.

6. PÉRIODE D'ASSURANCE ET LIMITES TERRITORIALES

En vertu de la présente police,

- (i) au cours de la période d'assurance indiquée aux Conditions particulières;
dans les limites territoriales figurant aux Conditions particulières.
- b. les limites territoriales sont :
 - (i) le Canada; et
 - (ii) les États-Unis d'Amérique, y compris ses territoires et possessions

7. CUMUL DE PROTECTIONS

Si deux Protections ou plus de la présente assurance s'appliquent au même sinistre, l'indemnité ne dépassera pas le montant réel du sinistre.

8. PLURALITÉS D'ASSURANCES

- a. Vous pouvez avoir contracté une autre assurance dont l'objet et les conditions sont les mêmes que ceux de l'assurance établie au titre de la présente police. Le cas échéant, nous payerons notre part de tout sinistre assuré. Notre part correspond à la proportion que représente le Montant d'assurance applicable au titre de la présente police par rapport au montant total des limites offertes par l'ensemble des assurances applicables.
- b. Si une assurance autre que celle décrite au paragraphe (a) ci-dessus couvre le même sinistre, l'indemnité que nous verserons sera limitée au montant du sinistre assuré qui dépasse le montant payable au titre de l'autre assurance, qu'il vous soit versé ou non. Dans tous les cas, nous ne payerons jamais plus que le Montant d'assurance applicable.